
CENTRE DU FMI

centre public de formation à l'économie

720, 19th, N.W. – Washington, DC 20431

Le 21 septembre 2005

En partenariat avec le *National Council on Economic Education* des États-Unis (NCEE), le Centre du FMI lance à l'intention des élèves du secondaire un programme d'enseignement sur les effets de la mondialisation et l'importance de bien comprendre les rouages de l'économie mondiale. Le programme *Thinking Globally: Effective Lessons for Teaching about the Interdependent World Economy* compte huit leçons, testées en classe, portant sur différents concepts comme la mondialisation, les avantages comparatifs, la croissance économique, les taux de change et d'autres sujets liés à l'économie internationale.

Les leçons 1 et 2 portent sur le FMI et son rôle au sein de l'économie mondiale.

Leçon 1 : [Dix questions fondamentales sur la mondialisation](#). Cette leçon décrit l'histoire de la mondialisation, ainsi que ses conséquences pratiques présentes et futures.

Leçon 2 : [Qu'est-ce que le FMI et quel est son travail ?](#) Cette leçon présente le FMI et décrit son rôle dans les efforts visant à stabiliser l'économie mondiale par la coopération monétaire et financière.

Les leçons 3 à 8 sur le commerce, les organisations internationales, les monnaies et les marchés des changes s'inspirent de plans de cours déjà publiés par le NCEE.

Leçon 3 : [Pourquoi les gens font-ils du commerce?](#) Au cours de cette leçon, les élèves participent à une simulation d'échanges commerciaux et utilisent cette expérience pour découvrir les avantages du libre-échange.

Leçon 4 : [Avantage comparatif et commerce au sein d'une économie mondialisée](#). Au cours de cette leçon, les élèves assistent ou participent à un jeu de rôle dans le cadre duquel une personne est meilleure qu'une autre dans deux activités.

Leçon 5 : [Pourquoi avons-nous besoin de l'OMC?](#) Dans cette leçon, six institutions internationales qui jouent des rôles économiques importants, particulièrement dans le domaine du commerce international, des finances et du développement, sont présentées aux élèves au moyen d'exercices pratiques.

Leçon 6 : [Pourquoi certains pays sont-ils riches?](#) Dans cette leçon, les élèves font équipe pour étudier les statistiques de plusieurs pays : superficie, ressources naturelles et population.

Leçon 7 : [Devises et marchés des changes](#) Dans cette leçon, les élèves deviennent cambistes, l'espace d'un instant, sur un marché des changes simulé. Ils ont ainsi l'occasion de constater les effets de la loi de l'offre et de la demande sur le cours des devises.

Leçon 8 : [Taux de change : l'argent dans le monde](#). Dans cette leçon, les élèves participent à deux enchères qui leur démontrent les mécanismes de fixation des taux de change des monnaies flottantes et la nécessité d'acquérir des devises pour importer des biens.

Voir aussi :

Communiqué de presse : *IMF Launches Lesson Plans for Secondary School Economics Teachers*, 21 septembre 2005 (<http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2005/pr05211.htm>)

On trouvera le plan des leçons 1 à 8 en format PDF à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/np/exr/center/econed/index.htm#think>

Leçon 2 – Le Fonds monétaire international : nature et fonctions

INTRODUCTION

Analyse économique

Le Fonds monétaire international (FMI) est une institution financière qui aide ses pays membres à améliorer le fonctionnement de leur économie, notamment en encourageant la stabilisation des taux de change et en s'attaquant aux problèmes de balance de paiements. La plupart des pays du monde font partie du FMI puisque celui-ci comptait 184 membres en 2005. Bien que les modalités de ses politiques soient complexes et quelque peu abstraites, des élèves du secondaire peuvent comprendre les principaux objectifs du FMI en observant comment ses programmes ont été mis en œuvre. Il est souvent question du FMI dans les actualités et une compréhension élémentaire de sa nature et de ses activités peut contribuer à démystifier la question de l'économie mondiale.

Raisonnement

Les échanges commerciaux internationaux et les transactions financières internationales nécessitent l'échange de monnaies. Un exportateur brésilien de fèves de café souhaite qu'on le paie soit en monnaie brésilienne, le real, soit en monnaie facilement échangeable en real. Cet exportateur serait vraisemblablement satisfait de recevoir un paiement en dollars américains, en euros ou en yen puisque la plupart des banques au Brésil échangent ces monnaies contre le réal. Par conséquent, le pays qui importe ces fèves de café a besoin d'avoir des réserves de dollars américains, d'euros ou de yen afin de payer l'exportateur brésilien et d'acquitter le prix

d'autres biens et services qu'il importe de l'étranger.

CONCEPTS

Balance des paiements
Crise financière
Inflation
Pauvreté
Rôle du Fonds monétaire international
Économie en transition

IDÉES FORCES

10. Il y a au sein des économies de marché des institutions qui cherchent à aider les particuliers et les groupes à poursuivre leurs objectifs. Les banques, les syndicats, les sociétés, les systèmes juridiques et les organismes à but non lucratifs sont autant d'exemples d'institutions importantes. Des droits de propriété clairement définis et respectés sont un autre type d'institution indispensable au bon fonctionnement de l'économie de marché.
15. L'investissement dans les usines, l'outillage, les nouvelles technologies, la santé, l'éducation et la formation des personnes peut entraîner une hausse du niveau de vie futur.

OBJECTIFS

Les élèves :

1. expliqueront le rôle et les fonctions essentielles du Fonds monétaire international;

2. participeront à une activité de groupe reposant sur cinq études de cas, chacune portant sur un pays où le FMI a joué un rôle ;
3. résumeront les informations concernant les programmes appuyés par le FMI mis en œuvre par ces cinq pays.

DESCRIPTION DE LA LEÇON

Les élèves se familiarisent avec le rôle et les fonctions essentielles du Fonds monétaire international en lisant des études de cas des programmes appuyés par le FMI de la Barbade, de l'Estonie, de la Corée, de la Turquie et de l'Ouganda. En petits groupes, ils préparent une affiche faisant ressortir les points saillants de l'étude de cas et la présentent à la classe.

Note : Le matériel pédagogique utilisé pour cette leçon provient surtout du site Internet du FMI (<http://www.imf.org>) et présente le point de vue du FMI. Cette leçon ne traite pas des controverses et des critiques visant le FMI. Pour connaître l'avis du FMI sur les critiques, suivez les hyperliens de son site Internet et consultez la page «For Students», où vous trouverez une liste de questions fréquemment posées («FAQ»). Voir notamment la question «*How does the IMF respond to common criticisms?*» («Comment le FMI répond-t-il aux critiques généralement formulées à son endroit?»).

TEMPS REQUIS

60 minutes

MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE

1. Support visuel 2.1
2. Un nombre suffisant d'exemplaires de la description d'activité 2.1A-E : chaque élève devrait avoir le texte d'une étude

de cas. Par exemple, s'il y a 30 élèves, faites six copies de l'activité 2.1A-E puisqu'il y a cinq études de cas.

3. Cinq grandes feuilles pouvant servir à la préparation d'affiches, des marqueurs de couleur (10 ou plus) et du ruban adhésif pour coller les affiches au mur. (Le recours à de grandes feuilles et à un nombre plus élevé de marqueurs permettra à plusieurs élèves de travailler en même temps sur une affiche).
4. (**Facultatif**) Une grande carte ou des mappemondes pouvant être distribuées aux élèves. Vous trouverez des mappemondes sur le site Internet <http://www.lib.utexas.edu/maps/world.htm> ou
5. <http://www.cia.gov/cia/publications/mapspub/index.shtml>

PROCÉDURE

Note : Les études de cas font appel aux notions économiques suivantes, qui ne sont pas définies dans le cadre de la leçon : crise financière asiatique, déficit et excédent de la balance des paiements; banque centrale, communisme, caisse d'émission, dévaluation d'une monnaie, croissance économique, Union européenne, taux de change, politique budgétaire, investissement étranger, déficit budgétaire de l'administration publique, PIB, PIB par habitant, inflation, politiques macroéconomiques, système d'économie de marché, politique monétaire, régime de parité fixe, système d'économie planifiée et échappatoires fiscaux. Si vos élèves ne connaissent pas ces expressions, vous pourriez leur proposer des définitions. Des dictionnaires économiques peuvent être consultés sur le site Internet de l'American

Economic Association, sous la rubrique
« Resources for Economists »
(<http://www.vanderbilt.edu/AEA/>).

1. Demandez aux élèves ce qu'ils savent ou ce qu'ils ont entendu dire au sujet du Fonds monétaire international (FMI). *Les réponses différeront d'un élève à un autre. Certains élèves auront vraisemblablement entendu parler des programmes appuyés par le FMI dans différents pays. D'autres pourraient être au courant de manifestations contre le FMI ou d'autres organismes mondiaux comme la Banque mondiale. Certains élèves pourraient ne pas avoir entendu parler du FMI ou le confondre avec un autre organisme.*

2. Présentez le support visuel 2.1 – « Le Fonds monétaire international : nature et fonctions ». Lisez les trois premières questions et discutez brièvement des réponses avec les élèves. Vous trouverez ci-dessous de brèves réponses aux questions; vous trouverez aussi de plus amples informations sur le site Internet du FMI (<http://www.imf.org>).

A. Qu'est-ce que le Fonds monétaire international? *Le Fonds monétaire international, fréquemment dénommé FMI, est un organisme indépendant du système des Nations Unies établi en 1944 pour promouvoir la santé de l'économie mondiale. La plupart des pays du monde font partie du FMI; en 2005, il comptait 184 membres.*

B. Quels sont les objectifs du FMI? *Les principaux objectifs du FMI sont d'améliorer la santé de l'économie mondiale en encourageant le commerce international et la stabilité des*

taux de change et en aidant les pays à régler les problèmes de balance des paiements. (La balance des paiements est un relevé des sommes d'argent qui entrent et qui sortent d'un pays au cours d'une année. Si les sommes qui sortent d'un pays sont plus élevées que celles qui y entrent, le pays a une balance des paiements déficitaire et pourrait ne pas avoir suffisamment de réserves de devises étrangères pour financer ses importations et rembourser ses dettes extérieures.)

C. Comment le FMI procède-t-il pour atteindre ces objectifs? *Le FMI surveille la situation économique et les politiques économiques de ses pays membres. Il fournit des conseils à ses membres pour les aider à résoudre leurs problèmes économiques. Il prête de l'argent à ceux de ses pays membres qui éprouvent des difficultés de balance des paiements afin de les aider à réduire la pauvreté et à s'attaquer à d'autres problèmes économiques. Il fournit de l'assistance technique aux pays membres qui ont besoin d'aide en matière de politiques macroéconomiques.*

3. Lisez la question D sur le support visuel 2.1 (« Pouvez-vous donner des exemples de mesures prises par le FMI pour aider des pays? »). Expliquez que les élèves doivent fournir la réponse à cette question. Ils obtiendront certaines informations concernant le FMI et ses programmes en lisant les études de cas

des pays ayant reçu de l'assistance offerte par le FMI pour régler divers problèmes. Si vous disposez d'une mappemonde, indiquez où se trouvent la Barbade, l'Estonie, la Corée du Sud, la Turquie et l'Ouganda. Expliquez aux élèves que ces pays sont ceux faisant l'objet de leur examen. Répartissez les élèves en cinq groupes et donnez à chaque élève un exemplaire d'une des études de cas afférentes à l'activité 2.1A-E.

NOTE : Les élèves peuvent trouver de plus amples informations sur ces pays sur le site Internet du FMI

<http://www.imf.org> (voir « Information by Country, A-Z ») et

<http://www.cia.gov> (voir « The World Factbook »)

4. Remettez à chaque groupe une grande feuille.

pays à mettre en place des institutions de marché, à réduire l'ampleur excessive des déficits publics et à adopter des politiques monétaires prudentes. Tous les programmes décrits ont été, dans une certaine mesure, couronnés de succès. Toutefois, il convient de souligner que, dans une économie mondiale, les politiques macroéconomiques sont complexes et peuvent être influencées par de nombreux facteurs qui échappent au contrôle des autorités. Aucune politique, pas même une politique recommandée par le FMI, n'est infaillible.

CLOTÛRE

Résumez la leçon en attirant à nouveau l'attention sur le support visuel 2.1. Cette fois, invitez les élèves à répondre aux questions en s'appuyant sur les informations qu'ils ont obtenues à la lecture des études de cas et en écoutant les présentations. **Les réponses à la question D doivent comporter des données figurant dans les études de cas : la Barbade avait un problème de balance des paiements; l'Estonie avait besoin d'aide pour passer d'une économie planifiée à une économie de marché; la Corée avait besoin d'aide pour remédier aux effets de la crise financière asiatique; la Turquie devait réduire l'inflation à long terme; et l'Ouganda avait besoin d'aide pour réduire sa dette extérieure. Le FMI a offert des conseils, de l'assistance technique et des prêts. Les programmes appuyés par le FMI présentés dans les études de cas incitent généralement les**

ACTIVITÉ 2.1A

ÉTUDE DE CAS : LA BARBADE ET LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Le pays

La Barbade est un pays insulaire antillais situé dans l'Atlantique Nord. Elle n'était pas habitée lorsque les Britanniques s'y installèrent en 1627. Des esclaves y ont travaillé sur des plantations coloniales de sucre jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1834. La Barbade a acquis son indépendance de la Grande-Bretagne en 1966 et a toujours été politiquement stable. Dans le passé, son économie était largement tributaire de la production de canne à sucre. Toutefois, au cours des années 1990, le tourisme et l'industrie légère sont devenus des activités importantes. La Barbade fournit également des services financiers aux entreprises étrangères, ce qui contribue à l'entrée de devises étrangères.

Le problème

La **balance des paiements** (BDP) d'un pays est le compte où sont enregistrés les fonds provenant de l'étranger qui y entrent et les fonds qu'il transfère à l'étranger au cours d'une période donnée, généralement une année. Par exemple, des fonds entrent à la Barbade lorsque des touristes y dépensent de l'argent et lorsque d'autres pays importent du sucre de la Barbade. Des fonds quittent la Barbade lorsque les résidents de ce pays achètent des produits étrangers ou investissent à l'étranger.

Au début des années 90, le déficit de la BDP s'est sensiblement accru; les fonds quittant la Barbade étaient sensiblement supérieurs à ceux qui y entraient. Cela était en partie attribuable à une chute du nombre de touristes et à une hausse sensible du déficit budgétaire de l'État. Les réserves de devises étrangères étaient insuffisantes pour acquitter la facture des importations et les autres actifs que les résidents de la Barbade voulaient acheter à l'étranger. L'inflation était en hausse, la croissance économique stagnante et le chômage élevé. La Barbade a demandé l'aide du FMI.

Le programme appuyé par le FMI

La Barbade a demandé au FMI une aide financière qui n'est généralement accordée que si le gouvernement met en œuvre un programme de réforme économique visant à régler les problèmes fondamentaux sur une certaine période. Le programme barbadien appuyé par le FMI visait à renforcer l'économie au moyen de politiques monétaire et budgétaire avisées et d'une aide destinée à rendre les entreprises du pays plus concurrentielles à l'échelle mondiale. Le gouvernement a resserré la politique budgétaire en réduisant sensiblement les dépenses et en rehaussant l'efficacité du régime fiscal. Les agents de l'État ont subi une baisse de salaire et certains d'entre eux ont été licenciés et encouragés à se trouver du travail dans le secteur privé. (Cette mesure a été plus tard jugée illégale et le gouvernement a dû rétablir les salaires à leur niveau initial une fois l'économie assainie). La banque centrale a eu recours à la politique monétaire pour accroître les taux d'intérêt; cette mesure a découragé les dépenses excessives et réduit l'inflation. Dans le secteur privé, un programme salarial a été mis en œuvre pour plafonner les coûts de main-d'œuvre. Ainsi, la Barbade a été en mesure de stabiliser les prix de ses exportations et de mieux concurrencer les autres pays. Ses prix peu élevés ont également attiré les touristes. Toutes ces mesures avaient pour objet de réduire l'inflation et de renforcer la croissance économique à long terme. En augmentant les exportations, l'activité touristique et l'investissement étranger, on espérait attirer des devises étrangères à la Barbade et mettre fin au déficit intenable de la BDP.

Bien que certaines de ces mesures semblent dures et puissent être impopulaires, les choix qu'un pays peut faire pour résorber un déficit de sa BDP sont en nombre limité. Certes, la Barbade aurait pu dévaluer sa monnaie, ce qui aurait abaissé les prix pour les touristes étrangers et pour les acheteurs des produits exportés par la Barbade. Toutefois, les autorités s'étaient engagées à maintenir la valeur du dollar barbadien, qui était rattaché au dollar américain.

Les résultats

La Barbade et le FMI ont atteint leurs objectifs en assez peu de temps. Le solde de la BDP a cessé d'être déficitaire et est devenu excédentaire et les réserves de change ont augmenté en 1993-1994 par suite de l'accroissement du nombre de touristes européens et de la chute des dépenses publiques et des importations correspondantes. Un programme a été mis au point pour relancer l'industrie du sucre et accroître les exportations de ce produit. Bien que le PIB ait d'abord décliné (ce qui a entraîné une hausse du chômage) en raison d'une diminution de la taille du secteur de l'administration publique, le taux de croissance du PIB s'est accru en 1994-1995. L'inflation a été ramenée à un taux facilement contrôlable de 1 %. Toutefois, on ne saurait exclure la possibilité que des problèmes surgissent à nouveau car l'économie de la Barbade est fortement tributaire du tourisme, qui a ses hauts et ses bas.

ACTIVITÉS 2.1B

ÉTUDE DE CAS : L'ESTONIE ET LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Le pays

L'Estonie est un pays d'Europe de l'Est bordé par la mer Baltique, la Lettonie et la Russie. Intégrée de force à l'Union soviétique en 1940, elle est demeurée sous contrôle communiste jusqu'à 1991, année où l'Union soviétique s'est désagrégée. Comme celles d'autres anciennes républiques soviétiques, l'économie estonienne est en transition; autrefois économie planifiée, elle est en train de devenir une économie de marché. L'Estonie est considérée comme une des anciennes républiques soviétiques les plus économiquement libres et performantes et a été admise au sein de l'Union européenne en 2004.

Le problème

Les premières années de transition ont été difficiles pour l'Estonie et pour les autres anciennes républiques soviétiques. Le taux d'inflation y a atteint 900 % en 1992, soit un an après le début de la transition à l'économie de marché. Bref, ce qui coûtait en moyenne 100 couronnes estoniennes en 1991 en coûtait 1000 en 1992. La production a chuté de 20 %, ce qui s'est traduit par une baisse des revenus. Toutefois, le chômage n'a pas été aussi élevé que prévu en raison de l'émigration vers les pays occidentaux. Les problèmes de l'Estonie étaient causés en partie par les chocs résultant de la rupture des liens commerciaux et financiers avec l'Union soviétique et par les lenteurs enregistrées dans l'établissement de l'économie de marché. Les Estoniens souhaitaient certes de tout cœur se doter d'une économie de marché, mais ils ne possédaient pas les compétences, l'expérience et les institutions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement d'une telle économie.

Le programme appuyé par le FMI

Le FMI a eu fort à faire pour aider l'Estonie et les autres pays anciennement communistes à passer à l'économie de marché et à s'intégrer à l'économie mondiale. Il a fourni des conseils et de l'assistance pour faciliter la libéralisation et la privatisation des économies, c'est-à-dire pour supprimer le contrôle des prix et pour remplacer le régime de l'État propriétaire par un régime de propriété privée. Le FMI a également fourni des conseils et de l'assistance pour aider les autorités à stabiliser les économies en maîtrisant l'inflation et le chômage et en favorisant la croissance économique. Le FMI aide à restructurer les économies en conseillant les autorités sur la façon d'établir des institutions comme les banques, qui sont nécessaires au bon fonctionnement des nouveaux marchés.

Le premier programme de l'Estonie appuyé par le FMI a été approuvé en 1992 et avait pour objet la stabilisation macroéconomique et l'établissement d'institutions destinées à faciliter le passage à l'économie de marché. Le FMI a fourni des prêts, des conseils stratégiques et de l'assistance technique. L'Estonie a créé une caisse d'émission pour contrôler la masse monétaire et stabiliser sa nouvelle monnaie au moyen d'une parité fixe

avec le deutschemark, la monnaie allemande de l'époque. Pendant plusieurs années, l'Estonie a également évité tout déficit budgétaire public et limité les augmentations des salaires. Cette politique a eu pour effet d'empêcher la montée des coûts des entreprises et des prix des exportations, ce qui a encouragé les autres pays à importer des biens d'Estonie.

La deuxième étape des programmes estoniens appuyés par le FMI s'est déroulée entre 1994 et 1998 et avait pour objet de stimuler la croissance économique. Après 1998, l'aide du FMI se limitait à des conseils et à de l'assistance technique; l'Estonie n'a pas eu besoin de recourir aux fonds qui avaient été mis à sa disposition. De 1999 à 2003, les objectifs étaient de continuer d'aider l'économie estonienne à se développer et à satisfaire aux critères d'admission dans l'Union européenne.

Les résultats

On estime généralement que l'Estonie a réussi sa transition d'une économie planifiée à une économie de marché tout en maîtrisant l'inflation et en favorisant la croissance économique. Le taux d'inflation de l'Estonie est tombé à 35 % en 1995 et à moins de 3 % en 2004. Le succès de la lutte contre l'inflation s'explique par le bon fonctionnement de la caisse d'émission. Après une baisse initiale, le PIB réel s'est mis à croître plus rapidement que dans les autres économies en transition et, en 2004, augmentait à un taux annuel moyen de 6 %. Malgré les succès enregistrés par l'Estonie, en 2004 le FMI était préoccupé par l'important déficit de son compte courant. Cela signifie que le coût des importations de l'Estonie est supérieur à ce qu'elle gagne en exportant des biens.

ACTIVITÉ 2.1C

ÉTUDE DE CAS : LA CORÉE DU SUD ET LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Le pays

La République de Corée, parfois dénommée Corée du Sud, est un pays de l'Asie orientale occupant la moitié sud de la péninsule coréenne. Elle est devenue un pays après la Deuxième guerre mondiale, lorsqu'elle a été séparée de la Corée du Nord, contrôlée par les communistes. La Corée du Sud est un des quatre « tigres asiatiques » (les trois autres étant Taïwan, Singapour et Hong Kong) qui ont enregistré une très forte croissance économique au cours des années 1970 et jusqu'en 1997. Le PIB par habitant de la Corée du Sud est 18 fois plus élevé que celui de la Corée du Nord et se compare à celui de certains pays de l'Union européenne.

Le problème

En 1997-1998, l'Asie a subi une crise financière. Celle-ci est apparue tout d'abord en Thaïlande, puis s'est répandue à d'autres pays, dont la Corée. Cette crise a mis en évidence plusieurs des faiblesses de fond de l'économie coréenne, dominée par de grands conglomérats (les « chaebols ») téléguidés par les pouvoirs publics. Comme les investisseurs disposaient de peu d'informations concernant la gestion de ces conglomérats et leur situation financière, leur confiance dans l'économie coréenne s'est étiolée et ils se sont débarrassés de leurs actions et de leurs autres avoirs coréens. La bourse coréenne s'est effondrée et le pays a souffert d'une grave récession. La monnaie, le won, s'est dépréciée et le risque d'une hausse de l'inflation s'est accru. Plusieurs chaebols ont fait faillite. La Corée a sollicité l'aide du FMI en novembre 1997. Celle-ci a pris la forme d'un accord de confirmation triennal — un prêt auquel le pays pouvait recourir en cas de besoin.

Le programme appuyé par le FMI

Le 4 décembre 1997, le FMI a approuvé la demande coréenne d'un prêt visant à appuyer les réformes économiques. Le FMI a fourni de l'assistance en vertu du Mécanisme de financement d'urgence, ce qui a permis à la Corée d'obtenir des fonds très rapidement en raison de la crise. Les réformes avaient pour objet d'aider la Corée à sortir de la crise financière asiatique et à corriger certains problèmes économiques de fond. Les objectifs généraux du programme appuyé par le FMI consistaient notamment à rétablir la confiance des investisseurs, à stimuler la croissance du PIB, à maîtriser l'inflation et à accroître les réserves de devises étrangères. Soucieux d'appliquer les conseils du FMI, le gouvernement s'est engagé à adopter une politique monétaire axée sur un taux d'inflation de 5 % et sur la stabilisation de la valeur du won, à plafonner les dépenses publiques et à encourager des échanges commerciaux plus libres en supprimant les subventions destinées à mettre les entreprises nationales à l'abri de la concurrence étrangère.

Pour réformer le secteur financier et le secteur commercial de l'économie, les banques, les autres établissements financiers et les entreprises qui étaient sur le point de faire faillite ont été fermés plutôt que renfloués par l'administration publique. Les états

financiers ont été soumis à l'examen de cabinets d'audit de renom international. L'investissement étranger a été autorisé dans des secteurs où il était auparavant interdit.

Les résultats

La Corée a mis en œuvre les importantes réformes et politiques macroéconomiques recommandées par le FMI. Peu après, la croissance économique s'est rapidement accrue et l'inflation a été maîtrisée. La Corée n'a pas emprunté tous les fonds mis à sa disposition en vertu de l'accord de prêt conclu avec le FMI et a même remboursé une part substantielle des sommes empruntées plus tôt que prévu.

Pour le FMI, la crise financière asiatique représentait une situation inédite. Beaucoup d'observateurs, y compris des analystes du FMI, estiment que, à l'avenir, il conviendrait de multiplier les efforts en vue de s'attaquer aux faiblesses économiques fondamentales. On pourrait ainsi prévenir de nouvelles crises. Il est difficile de déterminer si cela sera toujours possible.

ACTIVITÉ 2.1D

ÉTUDE DE CAS : LA TURQUIE ET LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Le pays

Situé à l'extrémité Nord-Est de la Méditerranée, le territoire de la Turquie comporte une partie asiatique et une partie européenne. La Turquie moderne a été fondée en 1923 et correspond à une portion de l'ancien Empire ottoman. Il y a eu plusieurs coups d'État en Turquie depuis sa création, mais les civils ont toujours réussi à reprendre les rênes du pouvoir. L'économie turque se compose d'une industrie moderne et d'un secteur agricole traditionnel qui emploie 40 % de la main-d'œuvre. En 2005, la Turquie cherchait à mettre en œuvre les réformes économiques et juridiques requises pour son admission au sein de l'Union européenne.

Le problème

Le principal problème économique de la Turquie est son taux d'inflation à la fois élevé et instable. Depuis 1980, son taux annuel d'inflation se situe en moyenne entre 40 % et 100 % et a parfois dépassé 100%. (Un taux annuel d'inflation de 100 % signifie que le niveau moyen des prix double chaque année). Ce taux élevé était attribuable à une politique budgétaire lâche, et notamment à des prestations de sécurité sociale et à des subventions agricoles trop généreuses. Ces dépenses sont à l'origine d'importants déficits budgétaires publics. Lorsque les pouvoirs publics dépensent plus que les recettes fiscales qu'ils prélèvent, ils enregistrent des déficits budgétaires qu'il faut financer. En Turquie, on a financé ces déficits en contractant des emprunts à l'étranger et en invitant la banque centrale à imprimer de nouveaux billets, ce qui provoque de l'inflation. Au cours des années 90, les économistes, les entreprises privées et le FMI ont constaté qu'une réduction de l'inflation serait très bénéfique pour l'économie turque. Un taux d'inflation plus bas devrait accroître la confiance dans l'économie, attirer l'investissement étranger et permettre une croissance économique plus forte et plus stable.

Le programme appuyé par le FMI

Depuis 1980, la Turquie a adopté plusieurs programmes appuyés par le FMI visant à maîtriser l'inflation et à renforcer l'économie. Diverses réformes ambitieuses accompagnées de prêts et d'assistance technique ont tout d'abord produit de bons résultats. Toutefois, en 1989, les tensions inflationnistes et les déficits budgétaires publics sont réapparues. Cet échec était en partie attribuable à l'incapacité des autorités turques de se plier aux exigences du programme du FMI, qui prévoyait la maîtrise des dépenses publiques. Entre 1994 et 2004, la Turquie et le FMI ont tenté à plusieurs reprises de s'entendre sur un programme visant à maîtriser l'inflation. Au début, ces programmes n'ont pas été couronnés de succès parce qu'ils n'ont pas été intégralement mis en œuvre. Toutefois, depuis 2001, les résultats sont plus positifs.

Ces réformes mieux réussies comprennent des tentatives visant à comprimer les dépenses publiques par une réduction de la taille de la fonction publique, une privatisation des entreprises qui appartenaient autrefois à l'État, un plafonnement des augmentations de

salaires des fonctionnaires et une réforme de la sécurité sociale. Des efforts ont également été déployés pour réformer le régime fiscal en supprimant les échappatoires fiscaux et en augmentant les rentrées fiscales. En outre, la banque centrale a gagné plus d'indépendance et son principal objectif consiste dorénavant à assurer la stabilité des prix. Elle a également été affranchie de l'obligation d'imprimer de la monnaie pour financer le déficit budgétaire. Enfin, le FMI a accordé une importante assistance financière pour soutenir la balance des paiements de la Turquie.

Les programmes appuyés par le FMI visant à resserrer la politique budgétaire et à réduire l'inflation en Turquie ont été critiqués parce qu'il a fallu beaucoup de temps pour que l'on en ressente les bienfaits. Des événements imprévisibles, comme l'agitation politique de 1997, ont nui aux efforts d'assainissement et il y a eu des moments où le gouvernement n'a pas apporté tout l'appui nécessaire aux réformes proposées. Toutefois, depuis 2001, les réformes ont été mises en œuvre avec plus de détermination et semblent produire des résultats plus satisfaisants.

Les résultats

La croissance moyenne du PIB turque au cours de la période 2002-2004 a été de l'ordre de 6 % à 7 %, et l'inflation est passée de 70 % en 2000 à moins de 10 % en 2004. Ce succès s'explique par la mise en œuvre des mesures fermes de stabilisation macroéconomique appuyées par le FMI. Toutefois, comme la dette publique de la Turquie demeure élevée, les inquiétudes concernant la politique budgétaire ne se sont pas entièrement dissipées.

ACTIVITÉ 2.1E

ÉTUDE DE CAS : L'UGANDA ET LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Le pays

L'Ouganda est un pays enclavé de l'Afrique orientale dont le passé a été fort agité. Colonie britannique, le pays a obtenu son indépendance en 1962. De 1970 à 1985, ses dirigeants se sont rendus coupables de multiples violations des droits de l'homme et ont causé la mort de plus d'un demi million de personnes. Toutefois, depuis son arrivée au pouvoir en 1986, le président Yoweri Museveni a mis en œuvre des réformes, assuré un plus grand respect des droits de l'homme et adopté des programmes appuyés par le FMI qui ont sensiblement amélioré le fonctionnement de l'économie. Malgré ces progrès, l'Ouganda se heurte à de nombreuses difficultés.

Le problème

En 1996 et en 1997, l'Ouganda a sollicité l'aide du FMI en vue de réduire les lourdes dettes contractées auprès de banques étrangères et d'autres pays. Lorsqu'un pays a une dette extérieure, il doit chaque année rembourser une partie du principal et acquitter des intérêts. L'Ouganda ne pouvait donc pas utiliser les fonds affectés au service de sa dette à des programmes comme l'assainissement de l'eau, la distribution de médicaments, l'éducation et l'entretien des routes. La lourde dette de l'Ouganda signifiait aussi qu'il n'y avait guère de chance pour que les investisseurs privés étrangers investissent dans ce pays, à cause du risque trop élevé de ne pas récupérer leur mise. L'Ouganda devait donc réduire sa dette extérieure afin de pouvoir affecter des fonds à la lutte contre la pauvreté. Comptant parmi les pays les plus pauvres du monde, la part de sa population vivant sous le seuil de la pauvreté était estimée à 44 %. Le problème de la pauvreté en Ouganda est lié à des problèmes d'éducation et de santé. Beaucoup d'enfants cessent de fréquenter l'école à cause du manque d'argent. En raison de l'accès limité à de l'eau saine, à des médecins, à des médicaments et à des moyens de transport, les problèmes de santé sont également très nombreux.

Le programme appuyé par le FMI

En 1997, l'Ouganda a été un des premiers pays à devenir admissible à une assistance du FMI au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). En vertu de cette initiative, certains pays et banques étrangères sont convenus de réduire sensiblement les dettes devant leur être remboursées pourvu que le pays débiteur mette en œuvre un programme de lutte contre la pauvreté. L'Ouganda était admissible au bénéfice de l'initiative PPTE du FMI parce qu'il était en mesure de démontrer qu'il avait adopté de bonnes politiques économiques au cours des trois années antérieures à 1997. Un des principaux buts de cette initiative est d'octroyer aux pays un allègement de dette (le pays débiteur n'est plus tenu de rembourser certains prêts) afin de pouvoir affecter plus de ressources financières à la réduction de la pauvreté et à la promotion de la croissance économique.

Grâce au programme PPTE, l'Ouganda s'est engagé à privilégier la croissance économique et à veiller à ce que les pauvres bénéficient directement de meilleures conditions économiques. La croissance économique peut contribuer à réduire la pauvreté parce qu'elle se traduit par un accroissement de l'emploi, des revenus et des biens et services offerts à la population. Les programmes de réduction de la pauvreté de l'Ouganda comprenaient la privatisation des entreprises contrôlées par l'administration publique, le renforcement des réseaux de communications et de transport, l'aide aux industries exportatrices (le café est le principal produit d'exportation ougandais) et l'accès universel aux soins de santé et à l'enseignement. Grâce à son budget de suivi des programmes de lutte contre la pauvreté mis en œuvre dans le cadre de l'initiative PPTE, le gouvernement ougandais a également créé un Fonds de lutte contre la pauvreté. Il est ainsi plus facile de veiller à ce que l'Ouganda affecte les économies réalisées du fait de la réduction de la dette à des programmes de santé, d'éducation et de réduction de la pauvreté. Comme l'Ouganda a respecté tous les critères de l'initiative PPTE, il est devenu en 2000 un des premiers pays à bénéficier d'une importante réduction de sa dette extérieure au titre de l'initiative renforcée.

Les résultats

Les résultats des efforts déployés par l'Ouganda dans le cadre du programme appuyé par le FMI et de l'allègement de dette consenti par les autres pays et les banques étrangères sont encourageants. L'Ouganda est considéré comme un pays modèle pour l'initiative PPTE du FMI. En 2004, il a enregistré une forte croissance économique, un taux d'inflation faible et une augmentation des exportations. Les statistiques indiquent que la pauvreté a diminué au cours des 10 dernières années. En outre, l'appui du FMI, y compris celle fournie au titre de l'initiative PPTE, a permis à l'Ouganda d'accroître sa crédibilité auprès des bailleurs de fonds internationaux, qui fournissent maintenant une aide très importante à ce pays. Malgré ces progrès, l'Ouganda demeure un pays pauvre aux prises avec le VIH-sida, les forces rebelles et la corruption au sein de l'administration publique. Des progrès importants ont été accomplis, mais il reste beaucoup à faire.